

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

OBJET :

Maintenance des équipements scientifiques de l'Institut de la Vision

ACHETEUR

Sorbonne Université

Siège social :

21 Rue de l'Ecole de Médecine - 75006 PARIS

Direction des Achats

Service Achats de Fournitures, Services et Prestations Intellectuelles

18, Rue de la Sorbonne - 75005 Paris

Adresse postale : 1, rue Victor Cousin - 75230 Paris Cedex 05

Tous les échanges liés à l'exécution administrative du contrat seront effectués prioritairement via le profil d'acheteur de Sorbonne Université, PLACE.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	4
1.1- ALLOTISSEMENT	4
1.2- CONNAISSANCE DES INSTALLATIONS ET DES LIEUX	4
1.3- DEFINITION DES MAINTENANCES	4
1.3.1- La maintenance préventive	4
1.3.2- Maintenance préventive + correctif sur bordereau de prix	5
1.3.3- Le full service	5
1.4- TRAÇABILITE DE LA MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS SCIENTIFIQUES ET PLANIFICATION DES INTERVENTIONS	6
1.4.1- Rapport de contrôle	6
1.4.2- Fiches signalétiques	6
1.4.3- Inventaires annuels des équipements	6
1.5- LOT1 : INCUBATEURS A CO2 - HOTTES	6
1.5.1- Incubateurs à CO2 + incubateur agitateur : Maintenance préventive + correctif sur bordereau de prix	6
1.5.2- Hottes : Maintenance préventive + correctif sur bordereau de prix	7
1.6- LOT 2 : MACHINES A GLACE – LAVE-VAISSELLE – ENCEINTES THERMIQUES	7
1.6.1- Machine à glace : Full Service	7
1.6.2- Lave-vaisselle : Full service	8
1.6.3- Étuve - Four: Maintenance préventive + correctif sur bordereau de prix	8
1.7- LOT 3 : MICROPIPETTES : MAINTENANCE PREVENTIVE + CORRECTIF SUR BORDEREAU DE PRIX	8
1.8- LOT 4 : CONGELATEURS -80°C ET -150°C : MAINTENANCE PREVENTIVE + CORRECTIF SUR BORDEREAU DE PRIX	9
1.9- LOT 5 : BALANCES ET PHMETRES : MAINTENANCE PREVENTIVE + CORRECTIF SUR BORDEREAU DE PRIX	9
1.9.1- Balances	9
1.9.2- pHmètre	9
1.10- LOT 6 : CENTRIFUGEUSES : MAINTENANCE PREVENTIVE + CORRECTIF SUR BORDEREAU DE PRIX	10
1.11- LOT 7 : THERMOCYCLEURS: MAINTENANCE PREVENTIVE + CORRECTIF SUR BORDEREAU DE PRIX	10
1.12- VARIANTES A L'INITIATIVE DU SOUSMISSIONNAIRE	10
1.13- PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (PSE)	10
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	10
ARTICLE 3 – TECHNIQUE D'ACHAT, FORME, DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ	11
3.1 – TECHNIQUE D'ACHAT / FORME DU MARCHÉ	11
3.2 – DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ	12
ARTICLE 4 - REPRESENTATION DE L'ACHETEUR	12
ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
5.1 – SITE D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
5.3 – OPERATIONS DE VERIFICATION	12
5.4 – CONDITIONS D'ADMISSION APRES VERIFICATION	12
ARTICLE 6 – PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE	12
ARTICLE 7 – SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 8– PRIX	13
8.1 – CONTENU DES PRIX :	13
8.2- CLAUSE DE REDUCTION DES PRIX	13
8.3 – VARIATION DES PRIX	13
8.4- Clause de sauvegarde	14
8.5 – TVA	14
ARTICLE 9 –AVANCE ET ACOMPTES	14
9.1 – AVANCE	14
9.2 – ACOMPTES	14
ARTICLE 10 – MODALITES DE REGLEMENT	14
10.1 – PRESENTATION DES FACTURES ELECTRONIQUES	15
10.2 – DELAIS DE PAIEMENT	15
10-3- INTERETS MORATOIRES	15

ARTICLE 11 – PENALITES.....	16
Sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique des pénalités.....	16
11.1 – Pénalités pour retard de livraison.....	16
11.2 – Pénalités pour retard dans la mise en œuvre des prestations de garantie	16
11.3- Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal.....	16
11.4- Pénalités en cas de non-transmission du contrat de sous-traitance	16
ARTICLE 12 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	17
ARTICLE 13 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	17
ARTICLE 14 – EXECUTION ADMINISTRATIVE DU CONTRAT	18
ARTICLE 15 – RESILIATION	18
ARTICLE 16 – DIFFERENDS - LITIGES.....	18
ARTICLE 17 – ASSURANCES	18
ARTICLE 18 – REGLEMENTATION EN VIGUEUR, DROIT, LANGUE ET MONNAIE	18
ARTICLE 19 – NORMES, LICENCES ET BREVETS	19
ARTICLE 20 – LOGO DE L'ACHETEUR	19
ARTICLE 21 – CESSIION, NANTISSEMENT	19
ARTICLE 22 – PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	19
ARTICLE 23 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE.....	19
ARTICLE 24 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS	19

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les prestations désignées ci-dessous :

Maintenance des équipements scientifiques de l'Institut de la Vision

Cette maintenance sera faite dans les conditions techniques, économiques et sociales les plus favorables, afin d'apporter :

- Une qualité de service visant dans le temps le rétablissement, le maintien de l'état et les performances des installations objet du marché,
- Le confort des utilisateurs par l'optimisation de la disponibilité des installations et les dépannages, dans le cadre des objectifs de qualité, de sécurité et de fonctionnement économe de l'Institut.

Le marché s'exécutera conformément aux prescriptions du présent CCP.

La liste des équipements de maintenance est indiquée à l'annexe 1 du présent CCP.

1.1- Allotissement

Le marché est alloti. Le Titulaire prend en charge en l'état existant, en service ou à l'arrêt, les appareils suivants pour ceux qui figurent dans son lot :

EQUIPEMENTS	QUANTITE	LOT
INCUBATEUR à CO2	27	1
Incubateur agitateur 3 étages	1	
HOTTE flux horizontal	7	
HOTTE type PSM (flux vertical)	17	
APPAREIL à GLACE	3	2
ETUVE / FOUR	6-7	
LAVE VAISSELLE	2	
PIPETTE	320-480	3
CONGELATEUR -80°C- -150°C	17 congélateurs -80°C + 2 congélateurs – 150°C	4
BALANCE	20-22	5
Phmètre	3	
Centrifugeuse réfrigérée et non réfrigérée	45	6
THERMOCYCLEUR	8-11	7

L'identification et les caractéristiques principales des appareils figurent aux annexes du présent document.

Les quantités sont données à titre indicatif sur la base d'un inventaire du mois août 2025. La liste n'est en aucun cas une liste exhaustive, ce parc est susceptible d'évoluer dans le temps. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter toute modification au présent marché et à l'étendue des prestations de manière à adapter en permanence les prestations à ses besoins ou pour assurer son obligation de continuité de service public.

1.2– Connaissance des installations et des lieux

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance parfaite des équipements soumis à maintenance et des lieux ainsi que toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité des prestations et travaux à réaliser.

Un premier rendez-vous sera pris avec le représentant du pouvoir adjudicateur dans les 15 jours suivant la notification de marché afin d'établir un plan de prévention et de préciser à nouveau les modalités d'intervention et d'accès aux sites.

1.3– Définition des maintenances

1.3.1- La maintenance préventive

La maintenance préventive a pour but de réduire les risques de panne et de conserver les performances des installations. Le titulaire signale par écrit à l'Institut, dès qu'il peut les déceler, les incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles sur les équipements maintenus préventivement, même sur les équipements annexes non inclus à son contrat mais nuisibles pour la qualité de la prestation.

Il indique les conséquences qu'entraînerait le fait pour l'Institut de ne pas considérer ses remarques, ainsi que les travaux nécessaires à la prévention des dysfonctionnements et pannes.

Le Titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations nécessaires à un entretien normal et permanent desdits équipements garantissant ainsi le bon fonctionnement, le meilleur rendement et la sécurité des utilisateurs et/ou des personnes situées à proximité.

La nature des actions de maintenance préventive, de contrôle et d'entretien courant, indiquée au marché, est minimale et purement indicative, le Titulaire devant planifier les interventions en fonction des performances demandées au présent marché en suivant la législation, les caractéristiques des appareils, les recommandations ou spécifications des fabricants, les règles de l'Art, l'expérience du Titulaire, l'usage des appareils. Un premier planning sera remis à l'Institut de la Vision à l'issue de la réalisation des inventaires annuels des équipements propres à chaque lot. Le planning de réalisation de cet inventaire devra tenir compte des nécessités de service de l'Institut de la Vision. En cas d'impossibilité de trouver un accord sur une date de réalisation d'inventaire, une nouvelle date sera proposée respectant un délai d'éloignement de la première date de dix jours.

1.3.2- Maintenance préventive + correctif sur bordereau de prix

En sus de la maintenance préventive décrite au 1.3.1, la maintenance des matériels contractuels comprend le diagnostic des pannes ou des anomalies de fonctionnement constaté par le Pouvoir Adjudicateur, et la mise en œuvre de solutions correctrices afin de maintenir les matériels en état de marche pendant la durée du marché.

Le constat et la recherche des dysfonctionnements sont réalisés par téléphone ou sur site selon la nature du dysfonctionnement.

Les appels de dépannage seront effectués par les utilisateurs autorisés du Pouvoir Adjudicateur aux numéros d'appel téléphonique du Titulaire indiqués dans le mémoire technique. Les appels téléphoniques sont obligatoirement accompagnés d'un envoi de mail de confirmation du Pouvoir Adjudicateur à l'adresse mail indiquée au sein du mémoire technique du Titulaire.

Modalités d'intervention :

Le Titulaire doit automatiquement procéder à l'enregistrement de chaque appel téléphonique ou mail du Pouvoir Adjudicateur et de la nature de la panne rencontrée.

Dans le cas où les techniciens ne seraient pas disponibles lors de la notification à compter de la déclaration d'incident, un technicien rappellera et ou répondra par mail au Pouvoir Adjudicateur dans le délai maximum de 12 heures pour le lot 4 - congélateurs - et de 24hrs pour les autres lots.

Le technicien effectuera par téléphone le diagnostic le plus précis possible de la panne et tentera dans la mesure du possible de résoudre la panne à distance.

La maintenance corrective sur bordereau de prix assure les interventions prioritaires sur site, en cas de panne de l'appareil. La main d'œuvre et déplacement sont fixés par bordereau de prix. Les pièces détachées feront également l'objet d'un devis ou prix fixé au BPU.

Les interventions de diagnostic sont planifiées dans un délai maximal de 24hrs pour le Lot 4 congélateurs et de 72hrs pour les autres lots. Un devis doit être établi pour chaque intervention sous 24h après le diagnostic.

Etablissement devis :

Les frais de main d'œuvre et déplacement pour l'établissement du diagnostic et du devis suite à une demande sont à la charge du prestataire. Les devis devront respecter les montants des pièces détachées indiqués aux BPU (bordereau des prix unitaires).

1.3.3- Le full service

Le Full service est une maintenance préventive + corrective forfaitaire par équipement

En sus de la maintenance préventive décrite au 1.3.1, la maintenance des matériels contractuels comprend le diagnostic des pannes ou des anomalies de fonctionnement constaté par le Pouvoir Adjudicateur, et la mise en œuvre de solutions correctrices afin de maintenir les matériels en état de marche pendant la durée du marché.

Le constat et la recherche des dysfonctionnements sont réalisés par téléphone.

Les appels de dépannage seront effectués par les utilisateurs autorisés du Pouvoir Adjudicateur aux numéros d'appel téléphonique du Titulaire indiqués dans le mémoire technique.

Les appels téléphoniques sont obligatoirement accompagnés d'un envoi de mail de confirmation du Pouvoir Adjudicateur à l'adresse mail indiquée au sein du mémoire technique du Titulaire.

Modalités d'intervention :

Le Titulaire doit automatiquement procéder à l'enregistrement de chaque appel téléphonique du Pouvoir Adjudicateur et de la nature de la panne rencontrée.

Dans le cas où les techniciens ne seraient pas disponibles lors de l'appel, à compter de la déclaration d'incident, un technicien rappellera ou répondra par mail au Pouvoir Adjudicateur dans le délai maximum de 24 heures ouvrés.

Le technicien effectuera par téléphone le diagnostic le plus précis possible de la panne et tentera dans la mesure du possible de résoudre la panne.

1.4- Traçabilité de la maintenance des équipements scientifiques et planification des interventions

1.4.1- Rapport de contrôle

Un interlocuteur dédié à l'Institut de la Vision sera désigné. L'Institut de la Vision sera informé de sa fonction, de son numéro de téléphone et son adresse mail.

Le ou les prestataire(s) fournira à l'Institut de la Vision, dans un délai de 5 jours maximum après la fin des contrôles, un rapport détaillé décrivant l'ensemble des points vérifiés sur chaque équipement. Les rapports seront adressés sur format électronique par mail ou via serveurs avec accès dédiés. Il n'est pas prévu d'envoi papier des rapports. Dans ces rapports, apparaîtront systématiquement les informations suivantes :

- La société intervenante et ses coordonnées administratives
- Le nom de la personne ayant effectué le contrôle à la date d'intervention
- Le lieu d'implantation du matériel contrôlé (bâtiment, étage, pièce)
- Les caractéristiques du matériel (marque, modèle, n° de série, codification interne du matériel – IDV, le numéro d'inventaire établi par l'Institut de la Vision...)
- Les coûts induits et donnés à titre indicatifs par toute intervention non facturée le cas échéant
- Les observations éventuelles
- Le cas échéant, les informations légales qui permettent d'approuver la conformité de l'équipement.
- En cas de non-conformité, le prestataire nous fournira dans un délai de 72H une offre pour une mise en conformité de l'équipement
- Préciser si un renouvellement d'équipement est à envisager

1.4.2- Fiches signalétiques

Une fiche signalétique de contrôle sera apposée de manière permanente et visible sur chaque appareil contrôlé ou transmis sous format électronique à l'adresse mail qui vous sera communiquée ultérieurement

La fiche signalétique comportera les éléments suivants :

- Un code couleur pour indiquer la conformité ou commentaire indiquant que la maintenance préventive a été effectuée.
- Le type de matériel
- La date du contrôle

Le rapport de maintenance de chacune des interventions sera établie par le prestataire puis envoyé par mail à la personne qui sera désignée.

1.4.3- Inventaires annuels des équipements

Un inventaire exhaustif sera réalisé chaque année au moment de la mise en œuvre de la maintenance en vue de planifier les interventions en maintenance préventive. Le planning de réalisation de cet inventaire devra tenir compte des nécessités de service de l'Institut de la Vision.

1.5- Lot1 : Incubateurs à CO2 - Hottes

1.5.1- Incubateurs à CO2 + incubateur agitateur : Maintenance préventive + correctif sur bordereau de prix

La maintenance demandée pour ces équipements est une maintenance préventive + corrective sur bordereau de prix (se référer à la définition des prestations au paragraphe 1.3.2).

En complément de la gamme de maintenance proposée par le candidat dans son offre, le plan d'entretien comprendra obligatoirement les prestations suivantes :

Maintenance préventive

1 - Périodicité : une visite annuelle

2 - Vérification : relevé de température aux points suivants : chauffage de porte, module température et module chauffage.

3 - Vérification : relevé du taux de CO₂, contrôle du module CO₂, contrôle des électrovannes CO₂, contrôle des capteurs CO₂

4 - Vérification des points suivants : jaquettes d'eau, tubulure, niveau d'eau, joints de porte, motoventilateur, alimentations, filtres HEPA

5 - Rapport de contrôle

Le Titulaire devra effectuer obligatoirement l'entretien, la réparation ou le remplacement des pièces de l'installation lorsqu'elles présentent une usure excessive ou sont défectueuses sans supplément de coût.

1.5.2- Hottes : Maintenance préventive + correctif sur bordereau de prix

Ce lot comprend des hottes à flux laminaire horizontal et hottes type PSM (ou flux vertical)

Le type de maintenance demandé pour ces équipements est une maintenance préventive + corrective sur bordereau de prix (se référer à la définition des prestations au paragraphe 1.3.2).

En complément de la gamme de maintenance proposée par le candidat dans son offre, le plan d'entretien comprendra obligatoirement les prestations suivantes :

Maintenance préventive

1 - Périodicité : une visite annuelle

2 - Vérification de la qualité de l'air selon la norme Afnor en vigueur

3 - Comptage de particules

4 - Contrôle complet des flux d'air circulant (mesure du flux)

5 - Vérification générale de l'appareil (mécanique, électrique, paramètres environnementaux)

6 - Nettoyage des préfiltres

7 - Contrôle des filtres absolus

8 - Rapport de contrôle

Le Titulaire devra effectuer obligatoirement l'entretien, la réparation ou le remplacement des pièces de l'installation lorsqu'elles présentent une usure excessive ou sont défectueuses.

Pour information les préfiltres de toutes les hottes doivent être changés : ce sont des rouleaux à découper à façon.

La maintenance préventive des hottes PSM et incubateurs doit être effectuée de manière concomitante pièce par pièce.

1.6- LOT 2 : Machines à glace – lave-vaisselle – enceintes thermiques

1.6.1- Machine à glace : Full Service

Full Service : machine code IDV : IDV04140

La maintenance demandée pour cette machine à glace est un Full service à savoir une maintenance préventive + corrective forfaitaire (se référer à la définition des prestations au paragraphe 1.3.3).

Maintenance préventive + correctif sur bordereau de prix : machines code IDV : IDV04167 et IDV02706

La maintenance demandée pour cette machine à glace une maintenance préventive + corrective sur bordereau de prix (se référer à la définition des prestations au paragraphe 1.3.2).

En complément de la gamme de maintenance proposée par le candidat dans son offre, le plan d'entretien comprendra obligatoirement les prestations suivantes pour l'ensemble des deux équipements :

Maintenance préventive des deux équipements

1 - Périodicité : une visite annuelle

2 - Contrôle métrologique

3 - Vérification générale de l'état de l'appareil avec nettoyage des condenseurs, des compresseurs, et changement des filtres, etc..

4 - Rapport de contrôle regroupant les mesures, les conclusions de la vérification et les certificats d'étalonnages raccordés aux étalons nationaux

Le Titulaire devra effectuer obligatoirement l'entretien, la réparation ou le remplacement des pièces de l'installation lorsqu'elles présentent une usure excessive ou sont défectueuses sans supplément de coût.

1.6.2- Lave-vaisselle : Full service

En complément de la gamme de maintenance proposée par le candidat dans son offre, le plan d'entretien comprendra obligatoirement les prestations suivantes :

Full Service : N° de Série 3110508521 – code IDV : IDV03596

N° de Série 0050417741 – code IDV : IDV02281

La maintenance demandée pour les lave-vaisselles est un Full service à savoir une maintenance préventive + corrective forfaitaire (se référer à la définition des prestations au paragraphe 1.3.3).

En complément de la gamme de maintenance proposée par le candidat dans son offre, le plan d'entretien comprendra obligatoirement les prestations suivantes pour les deux équipements:

Maintenance préventive des deux équipements

1 - Périodicité : une visite annuelle

2 - Vérification visuelle de l'état physique du matériel (Environnement de travail, état de propreté, état des accessoires)

3 - Vérification des éléments fonctionnels (test de fonctionnement général, sécurité et alarme)

4 - Vérification des réglages et des jeux

5 - Vérification de l'état des indicateurs (test de fonctionnement général)

6 - Contrôle des performances (contrôle de la température)

Le Titulaire devra effectuer obligatoirement l'entretien, la réparation ou le remplacement des pièces de l'installation lorsqu'elles présentent une usure excessive ou sont défectueuses sans supplément de coût.

1.6.3- Étuve - Four: Maintenance préventive + correctif sur bordereau de prix

La maintenance demandée pour ces équipements est une maintenance préventive + corrective sur bordereau de prix (se référer à la définition des prestations au paragraphe 1.3.2).

En complément de la gamme de maintenance proposée par le candidat dans son offre, le plan d'entretien comprendra obligatoirement les prestations suivantes :

Maintenance préventive

1 - Périodicité : une visite annuelle

2 - Vérification visuelle de l'état physique du matériel (Environnement de travail, état de propreté, état des accessoires)

3 - Vérification des éléments fonctionnels (test de fonctionnement général, sécurité et alarme)

4 - Vérification des réglages et des jeux

5 - Vérification de l'état des indicateurs (test de fonctionnement général)

6 - Contrôle des performances (contrôle de la température)

Le Titulaire devra effectuer obligatoirement l'entretien, la réparation ou le remplacement des pièces de l'installation lorsqu'elles présentent une usure excessive ou sont défectueuses sans supplément de coût.

1.7- LOT 3 : Micropipettes : Maintenance préventive + correctif sur bordereau de prix

Ce lot comprend des micropipettes électroniques mono canal, des micropipettes électroniques multicanaux, des micropipettes manuelles mono canal, des micropipettes manuelles multicanaux et des multipipettes.

En complément de la gamme de maintenance proposée par le candidat dans son offre, le plan d'entretien comprendra obligatoirement les prestations suivantes :

Maintenance corrective sur bordereau de prix

1- Périodicité : un contrôle annuel sur site

2- Démontage, nettoyage externe et interne de la pipette, graissage du piston, changement des joints systématique et remplacement des pièces avec pièces détachées d'origine fabricant

3- Vérification par gravimétrie 3 mesures/ 5 volumes ou 4 volumes pour pipettes monocanal électronique ou mécanique ; 3 volumes/ 3 mesures/canal pour les pipettes multicanaux (VERIFICATION DE TOUS LES CANAUX)

La maintenance des pipettes doit respecter la norme ISO en vigueur

4- Edition d'un rapport d'intervention

Lors des réparations dans les ateliers du titulaire, les frais d'enlèvement des pipettes et de retour à l'IDV seront à la charge du titulaire. Le titulaire s'engage à retourner les pipettes dans un délai de **15 jours minimum**.

La maintenance des pipettes à l'IDV se fait dans chaque laboratoire en lien avec le référent « maintenance » de l'équipe.

1.8- LOT 4 : Congélateurs -80°C et -150°C : Maintenance préventive + correctif sur bordereau de prix

En complément de la gamme de maintenance proposée par le candidat dans son offre, le plan d'entretien comprendra obligatoirement les prestations suivantes :

La maintenance demandée pour ces équipements est une maintenance préventive + corrective sur bordereau de prix (se référer à la définition des prestations au paragraphe 1.3.2).

Maintenance préventive

- 1 - Périodicité : deux visites annuelles
- 2 - Dépoussiérage général
- 3 - Nettoyage des filtres
- 4 - Nettoyage du condenseur
- 5 - Degivrage manuel des joints et des portes
- 6 - Contrôle et nettoyage du compartiment technique
- 7 - Contrôle de la température
- 8 - Contrôle des joints
- 9 - Contrôle des alarmes
- 10 - Contrôle des batteries de sauvegarde
- 11 - Contrôle des sauvegardes CO2
- 12 - Contrôle des consommations électriques des compresseurs
- 13 - Contrôle du système de fermeture de porte et des charnières
- 14 - Signalétique avec nos coordonnées et la dernière date de maintenance préventive sur chaque congélateur.

Dans le cadre de cette maintenance préventive, si la réparation nécessite un retour en atelier, le prestataire devra établir un devis de réparation incluant l'enlèvement et le retour du congélateur défaillant ainsi que la mise à disposition d'un congélateur similaire en taille et en température le temps de l'intervention. Le fournisseur prend à sa charge les frais d'intervention en urgence si le délai de traitement de la demande de devis n'intervient pas avant l'immobilisation de l'équipement.

Il devra s'assurer que l'enlèvement et le rapatriement des congélateurs soient intégralement assurés par ses soins sans l'aide de personnels de l'Institut de la Vision. Deux personnes seront nécessaires pour réaliser ces opérations.

1.9- LOT 5 : Balances et PHmètres : Maintenance préventive + correctif sur bordereau de prix

1.9.1- Balances

La maintenance demandée pour ces équipements est une maintenance préventive + corrective sur bordereau de prix (se référer à la définition des prestations au paragraphe 1.3.2).

Maintenance préventive

- 1- Périodicité : une visite annuelle
- 2- Vérification des balances selon la norme NF en vigueur
- 3- Nettoyage des parties accessibles de l'appareil
- 4- Calibration avec des masses étalon
- 5- Rapport regroupant les mesures et les conclusions de la vérification
- 6- Copie des certificats d'étalonnage raccordés COFRAC des masses utilisées.

Le Titulaire devra effectuer obligatoirement l'entretien, la réparation ou le remplacement des pièces de l'installation lorsqu'elles présentent une usure excessive ou sont défaillantes sans supplément de coût.

1.9.2- pHmètre

La maintenance demandée pour ces équipements est une maintenance préventive + corrective sur bordereau de prix (se référer à la définition des prestations au paragraphe 1.3.2).

Maintenance préventive

- 1 -Périodicité : une visite annuelle
- 2 -Vérification visuelle de l'état physique du matériel (Environnement de travail, état de propreté, état des accessoires, fixation des éléments de protection)
- 3 -Vérification des éléments fonctionnels (test de fonctionnement général, sécurité et alarme)
- 4 -Vérification des réglages et des jeux
- 5 -Vérification de l'état des indicateurs (test de fonctionnement général)
- 6 -Contrôle des performances

Le Titulaire devra effectuer obligatoirement l'entretien, la réparation ou le remplacement des pièces de l'installation lorsqu'elles présentent une usure excessive ou sont défaillantes sans supplément de coût.

1.10- LOT 6 : Centrifugeuses : Maintenance préventive + correctif sur bordereau de prix

La maintenance demandée pour ces équipements est une maintenance préventive + corrective sur bordereau de prix (se référer à la définition des prestations au paragraphe 1.3.2). Le fournisseur n'interviendra que sur les marques pour lesquelles il a l'exclusivité pour la partie corrective.

Maintenance préventive selon le code du travail art.R.4323-22 à 28, arrêté du 05/03/1993 et arrêté du 04/06/1993

1- Périodicité : une visite annuelle

2- Vérification visuelle de l'état physique du matériel (état de propreté, état des accessoires, fixation des éléments de protection, stabilité de la machine et de ses équipements, état des matériaux, état des filtres et des échappements, état des liaisons et des raccordements électriques, hydrauliques et pneumatiques)

3- Vérification des éléments fonctionnels (présence et fonctionnement des dispositifs de protection dans tous les modes de fonctionnement, caractéristiques anormales de fonctionnement – bruit, vibrations, température, chocs- fonctionnement des dispositifs d'arrêts automatiques ou à actionnement volontaire, fonctionnement des dispositifs d'arrêt associés à une fonction de protection)

4- Vérification des réglages et des jeux (niveau des fluides, pression d'air, d'huile, état des ressorts, appréciation des jeux anormaux dans les organes mécaniques de commande, état des pièces d'usure, réglage des fins de course)

5- Vérification de l'état des indicateurs (état des appareils de mesure et des dispositifs de signalisations)

6- Contrôle des performances (contrôle de la température, des temps et vitesse)

1.11- LOT 7 : Thermocycleurs: Maintenance préventive + correctif sur bordereau de prix

La maintenance demandée pour ces équipements est une maintenance préventive + corrective sur bordereau de prix (se référer à la définition des prestations au paragraphe 1.3.2). Le fournisseur n'interviendra que sur les marques pour lesquelles il a l'exclusivité pour la partie corrective.

Maintenance préventive

1- Périodicité : une visite annuelle

2- Vérification visuelle de l'état physique du matériel (Environnement de travail, état de propreté, état des accessoires, fixation des éléments de protection)

3- Vérification des éléments fonctionnels (test de fonctionnement général, sécurité et alarme)

4- Vérification des réglages et des jeux

5- Vérification de l'état des indicateurs (test de fonctionnement général)

6- Contrôle des performances (contrôle de la température et des temps)

Le Titulaire devra effectuer obligatoirement l'entretien, la réparation ou le remplacement des pièces de l'installation lorsqu'elles présentent une usure excessive ou sont défectueuses sans supplément de coût.

Le marché s'exécutera conformément aux prescriptions du présent CCP.

1.12- Variantes à l'initiative du soumissionnaire

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.13- Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE)

Le marché ne comprend pas de Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE).

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (bordereau de prix) ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières, dont l'exemplaire original conservé par l'administration fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, CCAG-FCS 2021, issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services - NOR: ECOM2106868A publié au JORF au 1er avril 2021. Le candidat déclare connaître ce document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au dossier ;
- L'offre du titulaire.

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses du présent contrat et de ses annexes ou du CCAG/FCS. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 3 – TECHNIQUE D'ACHAT, FORME, DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ

Le présent marché est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

3.1 – Technique d'achat / forme du marché

La consultation est conduite sous la forme d'un appel d'offre ouvert en application des articles R. 2124-1, R2124-2 et R. 2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique avec un montant total de **140.000€ HT** sur toute la durée du marché.

Les prestations objet de la présente consultation donnent lieu à un marché à prix mixte, rémunéré :

- A prix global et forfaitaire sur la base de décomposition du prix global et forfaitaire DPGF pour les maintenances préventives et full services de chaque lot.
- Sur la base d'un accord cadre à bon de commandes mono-attributaire exécuté au fur et mesure de l'émission de bons de commande établis conformément aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique pour la maintenance corrective.

Le montant estimatif du marché (part forfaitaire + part à bon de commande) est de 135.000 € HT sur une durée de 4 ans, sans aucun engagement contractuel quant à ce chiffre.

Montant estimatif du marché pour chaque lot sur 4 ans :

EQUIPEMENTS	LOT	Montant estimatifs sur 4 ans
INCUBATEUR à CO2	1	35.000 €
Incubateur agitateur 3 étages		
HOTTE flux horizontal		
HOTTE type PSM (flux vertical)		
APPAREIL à GLACE	2	12.000 €
ETUVE / FOUR		
LAVE VAISSELLE		
PIPETTE	3	23.000 €
CONGELATEUR -80°C- -150°C	4	15.000 €
BALANCE	5	13.000 €
Phmètre		
Centrifugeuse réfrigérée et non réfrigérée	6	30.000 €
THERMOCYCLEUR	7	7.000 €

Pour la part forfaitaire qui s'exécute à Bon de commande, l'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un montant maximum de 60.000€ HT sur toute sa durée.

Montant maximum de l'accord-cadre pour chaque lot sur 4 ans :

EQUIPEMENTS	LOT	Montant maximum de l'accord-cadre sur 4 ans
INCUBATEUR à CO2	1	14.000 €
Incubateur agitateur 3 étages		
HOTTE flux horizontal		
HOTTE type PSM (flux vertical)		
APPAREIL à GLACE	2	7.000 €
ETUVE / FOUR		
LAVE VAISSELLE		
PIPETTE	3	10.000 €
CONGELATEUR -80°C- -150°C	4	8.000 €
BALANCE	5	5.000 €
Phmètre		
Centrifugeuse réfrigérée et non réfrigérée	6	12.000 €
THERMOCYCLEUR	7	4.000 €

3.2 – Durée et reconduction du marché

Le marché est établi pour une durée d'un an à compter du **21/07/2026**. Il est reconductible 3 fois par période d'un an sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction du marché en application de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Si l'acheteur décide de ne pas reconduire le marché, il en informe le titulaire au plus tard deux mois avant la fin de la période en cours d'exécution.

En cas de non reconduction, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 4 - REPRESENTATION DE L'ACHETEUR

Conformément à l'article 3.3 du CCAG/FCS, dès la notification du marché l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 – Site d'exécution des prestations

Institut de la Vision,
17 rue Moreau 75012 PARIS
Animalerie, R+1, R+2, R+3 et R+4

5.3 – Opérations de vérification

Les vérifications quantitative et qualitative liées à l'exécution des prestations sont effectuées après la livraison des fournitures dans les conditions prévues au CCAG/FCS.

5.4 – Conditions d'admission après vérification

A l'issue des opérations de vérification, une décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sera prise par l'acheteur qui dressera un procès-verbal contradictoire dans lequel il renseignera les motivations de sa décision.

Les conditions de retour à l'entreprise sont prises dans les conditions prévues au CCAG/FCS.

ARTICLE 6 – PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le candidat devra exposer ses actions en faveur du développement durable, du respect de l'environnement et du commerce équitable.

Il pourra ainsi justifier de son engagement en tant qu'acteur éco-responsable par l'utilisation d'écolabels officiels, d'auto déclarations environnementales (conforme à la norme ISO 14021), d'écoprofils ou d'autres étiquetages susceptibles d'éclairer l'acheteur sur les caractéristiques environnementales des produits.

Ces informations pourront être complétées par des indications sur :

- La durée de vie des produits,
- Le coût d'élimination des produits de fin de vie,
- La conformité à l'écolabel NF-environnement ou la production d'éléments attestant de l'atteinte des objectifs d'exigence de ce label,
- L'intégration de produits recyclés dans le processus de fabrication,
- L'intégration de produits recyclables dans le processus de fabrication,
- Le niveau de biodégradabilité des produits,
- L'utilisation d'emballages recyclés,
- L'utilisation d'emballages recyclables,
- La description des éléments éco-responsables inclus dans le processus de fabrication,
- L'utilisation de véhicules propres permettant de réduire les émissions de carbone (participation à des mesures de compensation carbone).

Le Titulaire pourra utilement se référer au guide de l'achat public éco-responsable publié par l'ADEME, consultable et téléchargeable sur la médiathèque du site de l'ADEME ([Lien site de l'ADEME](#))

Conformément au code de l'environnement, le Titulaire du marché doit assurer le financement de l'enlèvement et du traitement des déchets et informer le Pouvoir Adjudicateur du suivi ou de retraitement de ces déchets.

ARTICLE 7 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché peut en sous-traiter une partie dans les conditions prévues aux articles R2193-3 à R2193-8 et R2193-10 à R2193-22 du code de la commande publique. Le titulaire demande alors à l'acheteur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement ainsi que les modalités qu'il mettra en place pour l'utilisation, la protection et la destruction des données personnelles qui lui seront confiées.

ARTICLE 8– PRIX

8.1 – Contenu des prix :

Le présent marché est traité à prix unitaires tels que définis au BPU.

Les opérations de maintenance font l'objet de bons de commande passés. Les prestations correspondantes s'effectuent suite à la réception de bons de commande notifiés par SORBONNE UNIVERSITE au fur et à mesure des besoins. Les mentions figurant sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais d'exécution ;
- Les lieux d'exécution des prestations ;
- Le montant du bon de commande.

Ces différents prix sont détaillés dans l'annexe financière propre à chaque acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, frais de dédouanement, des frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

8.2- Clause de réduction des prix

En cas de disparition du matériel et/ ou de diminution du besoin exprimé dans un ou plusieurs bons de commande, un constat contradictoire portant sur la modification du périmètre du marché sera établi. Le prix sera ainsi réduit au prorata de diminution du par cet au prorata temporis.

8.3 – Variation des prix

Les prix figurant dans l'offre du fournisseur sont réputés établis aux conditions économiques à la date de remise des offres, tel qu'il figure dans le bordereau de prix en annexe à l'acte d'engagement. Il est réputé établi aux conditions économiques existantes au mois de la remise de l'offre.

Les prix sont révisables sur demande du Titulaire en cas de reconduction du marché et ne pourront excéder une réévaluation obtenue par application de la formule suivante :

$$P = P0 [0.25 + (0.25MIGEBIQ/MIGEBIQ0) + (0.50 Sw/Sw0)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé HT

P0 = prix initial du marché HT établis aux conditions économiques du mois « M0 »

MIGEBIQ : Valeur de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - MIG EBIQ - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements - Base 2021 dernier indice connu à la date de reconduction du contrat.

MIGEBIQ0 : Valeur de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - MIG EBIQ - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements - Base 2021 du mois M0 (mois zéro) correspondant au mois de remise des offres.

Sw = valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - dans le secteur des industries mécaniques et électriques - Base 100 en décembre 2008 - dernier indice connu à la date de reconduction du contrat.

Sw0 = valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - dans le secteur des industries mécaniques et électriques du mois M0 (mois zéro) correspondant au mois de remise des offres.

Le titulaire informe chaque année deux (2) mois avant la date d'anniversaire du marché, le service de l'Institut De Vision (IDV) par mail nathalie.boyer@inserm.fr; sabine.amsellem@inserm.fr; et le Service Achat de la Direction des Achats de Sorbonne Université par mail : DA-Achat-Recherche@sorbonne-universite.fr et reine.hounkpati@sorbonne-universite.fr de l'entrée en vigueur du nouveau prix de la prestation suite à l'application de la formule de révision de prix. Il joint à son envoi une note indiquant les indices pris en références, ainsi que le détail du calcul et transmet la mise à jour du bordereau de prix unitaire.

Dans deux (2) mois suivant la réception du mail, le pouvoir adjudicateur transmettra par mail son acceptation ou son refus.

Le silence de Sorbonne Université vaut acceptation du nouveau prix applicable du marché public.

En cas de non-respect des délais de transmission par le titulaire, les prix non révisés sont maintenus et reconduits.

Les prix sont libellés en euros et resteront inchangés en cas de variation de change.

8.4- Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, de plein droit et sans indemnité, sous préavis de deux mois, le présent marché public après la date du changement de tarif dès lors que l'évolution annuelle de l'ensemble des prix pratiqués au titre du marché public entraîne une augmentation de plus de 2% par rapport aux tarifs précédemment proposés par le titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir tous les renseignements sur les prix au pouvoir adjudicateur.

8.5 – TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

ARTICLE 9 –AVANCE ET ACOMPTES

9.1 – Avance

Sauf renonciation du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance de **5%** est versée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-10 du code de la commande publique si le montant hors taxes du marché est supérieur ou égal à 50 000 euros € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions des articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Le titulaire peut renoncer au bénéfice de cette avance à l'article B4 de l'acte d'engagement.

9.2 – Acomptes

Il ne sera versé aucun acompte au titre du présent marché.

ARTICLE 10 – MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB original fourni avec l'acte d'engagement.

L'ordonnateur de la dépense est la Présidente de Sorbonne Université.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de Sorbonne Université.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par le CCAG/FCS.

Le règlement sera effectué sur présentation d'une facture établie au regard des prestations stipulées dans le marché, qui sont achevées et constatées par Sorbonne Université. Ne doivent figurer sur la facture que les fournitures ou services relevant du présent marché. Toute autre fourniture ou service commandé qui ne serait pas prévu dans le marché doit faire l'objet d'une facturation séparée.

10.1 – Présentation des factures électroniques

L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée Chorus Pro.

La transmission des factures sous forme dématérialisée par le titulaire, l'émetteur, s'effectue selon l'un des trois modes suivants, au choix de l'émetteur :

- 1) Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
- 2) Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :
 - a) Soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
 - b) Soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté ;
- 3) Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures transmises doivent obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1) La date d'émission de la facture ;
- 2) La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3) Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4) Le numéro du bon de commande et le numéro du marché :
- 5) La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 6) La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 7) Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8) Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 9) Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 10) Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Il est précisé que Sorbonne Université ne demande pas de code service.

En cas d'erreur sur la facture, l'acheteur la complètera éventuellement en faisant apparaître les pénalités, prévues à l'article 11 du présent CCP, précomptées sur les sommes dues au titulaire.

Le montant de la somme à régler au titulaire lui sera notifié si la facture a été modifiée ou complétée. Passé un délai de 15 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Toute facturation ne respectant pas les prescriptions ci-dessus retournera au titulaire du marché pour réédition conforme.

10.2 – Délais de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, les factures seront payées dans un délai global de paiement de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'acheteur. Le paiement intervient après service fait. Si la demande de paiement intervient avant le service fait, c'est la date de réalisation des prestations qui fait foi.

10-3- intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € s'ajoute aux intérêts moratoires.

ARTICLE 11 – PENALITES

Sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique des pénalités.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS, en cas de non-respect des délais d'exécution des prestations prévues au marchés, le titulaire encourt des pénalités dans les conditions suivantes :

Définition des pénalités	Unité de calcul	Montant des pénalités
Non-respect des dates de visite de maintenance préventive selon le calendrier proposé	Par manquement et par installation du dispositif concerné	100 € HT par jour calendaire de retard et par installation
Retard de remise du rapport de contrôle de maintenance préventive	Par heure de retard et par installation ou dispositif concerné	50 € par heure
Délai de réponse supérieur à 7 jours, quelle que soit la demande	Par jour d'absence de prise de contact après notification du problème	100 € HT par jour calendaire
Délai d'intervention supérieur à 15 jours une fois le problème signalé	En cas d'absence dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification du problème	100 € HT par jour calendaire

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

11.1 – Pénalités pour retard de livraison

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS une pénalité de **300 €** par jour calendaire de retard pourra être appliquée.

11.2 – Pénalités pour retard dans la mise en œuvre des prestations de garantie

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS une pénalité de **500 €** par jour ouvré de retard pourra être appliquée.

11.3- Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

A défaut de correction, dans un délai fixé par l'article L.8222-6 du Code du travail, des irrégularités constatées par le pouvoir adjudicateur ou par un agent de contrôle, le Titulaire s'expose, après mise en demeure, à la résiliation du marché à ses frais et risques ou à l'application d'une pénalité égale à 10% du montant du marché en cours, dans la limite, selon le cas incriminé, du montant maximum des amendes pouvant être encouru en application des articles L.8224-1 L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

11.4- Pénalités en cas de non-transmission du contrat de sous-traitance

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze (15) jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt, par dérogation à l'article 3.6 du CCAG-FCS, une pénalité journalière égale 1/300ème du montant hors taxes du marché déjà exécuté, éventuellement modifié par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

ARTICLE 12 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents et les informations qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues dans le marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

ARTICLE 13 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultant :

- De la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information dont il pourrait avoir eu connaissance durant l'exécution du marché.

La constitution d'une base de données comportant des données à caractère personnel et données administratives des usagers peut être rendue nécessaire par l'exécution des prestations figurant au présent marché.

Ces données sont confidentielles et sont collectées, traitées et hébergées sur le territoire français métropolitain ou le territoire d'un État membre de l'Union européenne, ou le cas échéant, dans tout État permettant d'assurer un niveau adéquat de protection desdites données.

Notamment, le titulaire garantit le respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union européenne. Le cas échéant, la production de pièces justificatives peut être exigée par Sorbonne Université.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toute mesure technique et organisationnelle appropriée pour protéger les données à caractère personnel, en prenant en compte l'état des connaissances, les coûts de mise en œuvre et la nature, portée, contexte et les finalités du traitement ainsi que les risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Le cas échéant, le titulaire du marché s'engage à respecter les droits des personnes concernées par les données à caractère personnel traitées (droit à l'information, droit d'accès, droit d'opposition, droit de rectification, droit à la portabilité, droit à l'effacement, droit de réclamation, droit de recours devant une autorité).

Le titulaire s'engage à notifier à Sorbonne Université, dans les 48 heures après en avoir pris connaissance, toute violation de donnée à caractère personnel, soit toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

Sorbonne université se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le prestataire au titre du présent article.

ARTICLE 14 – EXECUTION ADMINISTRATIVE DU CONTRAT

Tous les échanges liés à l'exécution administrative du contrat seront effectués prioritairement via le profil d'acheteur de Sorbonne Université (PLACE).

Toute modification du marché fera l'objet de la passation d'un avenant.

ARTICLE 15 – RESILIATION

Le présent contrat peut être résilié de plein droit par l'acheteur en cas d'inexécution par le titulaire d'une ou plusieurs des obligations contenues dans les diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective qu'après l'envoi par l'acheteur d'un courrier via son profil acheteur (PLACE) exposant les motifs de la plainte, à moins que dans le délai indiqué le titulaire défaillant n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par l'acheteur du fait de la résiliation anticipée du contrat.

Le contrat est résilié de plein droit dans le cas où le titulaire fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, après mise en demeure adressée à l'administrateur, sous réserve des dispositions de l'article L.622-13 du code de commerce.

Le présent contrat est également résilié de plein droit en cas de cession d'activité, dissolution ou liquidation amiable du titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, dans le cas d'une résiliation du marché pour motif d'intérêt général, Sorbonne Université se réserve le droit de résilier unilatéralement et à tout moment le présent marché.

A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre qu'à une indemnisation proportionnelle au montant des prestations restant à exécuter pour la période allant de la résiliation du contrat à la date initialement convenue de cessation des prestations. Les dépenses afférentes au manque à gagner et autres frais (frais généraux, ...) ne seront pas portées au décompte de résiliation.

ARTICLE 16 – DIFFERENDS - LITIGES

Le présent contrat est soumis à la loi française. Il en est ainsi pour les règles de fond comme pour les règles de forme.

Dans tous les cas, pour les différends qui pourraient naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de ce contrat, les parties s'efforceront de s'entendre à l'amiable.

A défaut d'accord le litige sera confié à la juridiction compétente, le Tribunal Administratif de Paris.

ARTICLE 17 – ASSURANCES

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations objet du marché.

Il devra, dans un délai de 15 jours à compter de la notification et avant tout commencement d'exécution du présent marché, délivrer un certificat d'assurances au titre de la responsabilité civile.

Le Titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation ou le changement de compagnie.

Le titulaire est tenu, pendant toute la durée d'exécution du marché, de présenter une fois par an son attestation d'assurances à l'acheteur.

ARTICLE 18 – REGLEMENTATION EN VIGUEUR, DROIT, LANGUE ET MONNAIE

Le titulaire est tenu de respecter l'intégralité de la réglementation applicable aux produits ou services objets du présent marché, de mettre en œuvre et de se conformer à l'ensemble des dispositions en vigueur ainsi qu'à toutes les évolutions de ladite réglementation.

Il ne saurait se prévaloir de l'absence de référence dans les pièces du marché public à un texte réglementaire, législatif ou à des normes pour prétendre s'y soustraire.

Toute modification, en cours de marché, de la réglementation, de la législation, ou des normes s'applique à compter de sa date d'effet.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, correspondances, factures doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change.

ARTICLE 19 – NORMES, LICENCES ET BREVETS

Le titulaire devra tenir compte de toutes les normes européennes en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

ARTICLE 20 – LOGO DE L'ACHETEUR

Le titulaire du marché ne pourra pas utiliser le logo de l'acheteur, sauf autorisation expresse de ce dernier.

ARTICLE 21 – CESSION, NANTISSEMENT

Les créances résultant du marché peuvent faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement.

ARTICLE 22 – PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Sorbonne Université, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>.

A défaut, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 15 du présent CCP.

ARTICLE 23 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire du marché doit informer Sorbonne Université – Direction des Achats – BC 611 – 4 place Jussieu – 75252 PARIS cedex 05, de tout changement concernant notamment :

- Sa raison sociale (nouveau nom ou statut de l'entreprise) : un extrait de Kbis du registre du commerce et l'extrait des Annonces Légales Juridiques traduisant ce changement devront alors être adressés.
- Son compte de règlement : le titulaire adressera un mail précisant qu'il veut être payé à un nouveau compte que celui indiqué sur le marché et joindra le nouveau RIB.
- Le destinataire du paiement : le titulaire adressera un mail explicatif de ce changement avec un relevé de compte du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement à Sorbonne Université avant toutes nouvelles facturations. Le paiement des factures sera suspendu tant que Sorbonne Université ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'un avenant éventuel.

ARTICLE 24 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS

L'article 5.1 du présent CCP déroge à l'article 19 du CCAG/FCS.

L'article 11.1 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

L'article 11.2 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

L'article 15 du présent CCP déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.

Fait à, le

En un exemplaire original

Signature et cachet du TITULAIRE